



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 16 SEPTEMBRE 2 000 N° 279

PRIX 4 FF



COTE D'IVOIRE

GBAGBO, GUEI, BOMBET, ALASSANE



BEDIE ET LES AUTRES



NE PAS PRENDRE LES VESSIES

POUR DES LANTERNES

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

Page 4
Ethnisme et xénophobie au coeur des présidentielles

Page 5
Sénégal: les pêcheurs artisans ruinés par la pêche industrielle

Page 8
Mali: les 57 milliards de déficit de la CMDT ne sont pas perdus pour tout le monde

Page 10
- Immigration: Chevénement s'en va mais les problèmes des sans-papiers demeurent

- L'actualité des idées de Trotsky

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

ETRANGER :
Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

COTE D'IVOIRE

**GBAGBO, GUEI, BOMBET,
ALASSANE, BEDIE ET LES
AUTRES: NE PAS PRENDRE
LES VESSIES POUR DES
LANTERNES**

Les élections présidentielles initialement prévues pour le 17 septembre ont été repoussées au 22 octobre. Mais les vedettes de la politique sont déjà en campagne depuis plusieurs semaines. Le cérémonial est pour ainsi dire le même pour tous: la caravane électorale débarque dans une ville ou un village, le candidat rencontre les notables locaux qui veulent bien le rencontrer; se fait photographier en compagnie des chefs traditionnels ou, mieux encore, du roi local s'il y en a un; fait son meeting, chante un petit couplet pour l'ethnie ou la religion locales dont il se préoccupe bien entendu des intérêts, un autre couplet pour les femmes et pour les jeunes; petit coup de chapeau pour l'armée et surtout, l'énumération de toutes les merveilles qui arriveront au pays si l'électorat a la bonne idée de l'installer, lui, dans le fauteuil présidentiel.

Les discours des uns et des autres semblent interchangeable -et ils le sont au-delà de ce qu'on peut imaginer. Car si, tout en s'adressant à tous, chacun a son électorat ciblé, une fois installé dans le fauteuil présidentiel, chacun mènera la politique qui lui est prescrite par les privilégiés ivoiriens, riches commerçants ou entrepreneurs, caciques de la politique, gros notables et derrière eux, par la grande bourgeoisie internationale, notamment française.

Les classes laborieuses de ce pays, les travailleurs, les paysans, l'armada des pauvres des villes et des campagnes sont certes conviés aux élections. S'il n'y a pas trop de triche, de bourrage d'urnes, ce seront même eux qui décideront qui des quatre ou cinq chevaux de tête arrivera en premier dans la course présidentielle. On nous répète que la démocratie, c'est précisément cela; que, contrairement au temps du parti unique, aujourd'hui, il y a le choix, et c'est le peuple qui décide. Mais le choix est faussé avant même

qu'on mette son bulletin dans l'urne. Car les principaux candidats sont tous issus des mêmes milieux, un général, un ancien ministre, un ancien premier ministre, un ancien



président de la République peut-être, si Bédié se maintient. Il y a aussi celui dont le crédit vient de son passé d'oppositionnel, mais qui appartient aussi à la couche privilégiée, et surtout, qui est lié à cette couche par toutes ces idées, toute sa politique et même, par toutes ses promesses. Et tous, ou leurs seconds couteaux, participent ou ont participé au gouvernement en place, où ils s'entendent comme larrons en foire. Et on voit bien comment ce gouvernement, dont le chef suprême avait promis le coup de balai, n'a rien balayé du tout.

Ni les uns, ni les autres n'ont nullement l'intention de faire quoi que ce soit en faveur de ceux dont le travail fait pourtant vivre le pays. Ils ne feront rien pour augmenter les salaires scandaleusement bas des ouvriers des usines et des chantiers. Ils ne feront rien pour que tous ceux qui, dans les villes, sont condamnés à la pauvreté extrême parce qu'ils ne trouvent pas de travail, puissent en trouver un, et correctement payé. Ils ne feront rien pour les petits paysans, qui survivent de plus en plus difficilement, non seulement

sans le moindre confort de notre époque, comme l'eau potable, l'électricité ou des médicaments, mais qui n'ont parfois pas de quoi manger régulièrement.

Ils ne feront rien, parce que le monde des pauvres, des travailleurs des villes et des campagnes n'est pas leur monde. Mais surtout, ils ne feront rien, parce que pour faire quelque chose pour ceux qui travaillent, il faudrait prendre l'argent où il est, c'est-à-dire, dans les coffres forts ou dans les comptes en banque des riches. Et cela, ils ne veulent même pas l'imaginer!

Pour ne prendre que cet exemple-là: il est de notoriété publique que le président déchu et nombre de ses ministres se sont enrichis par le pillage des caisses de l'Etat, par des détournements, par la corruption autour des marchés publics. Y a-t-il un seul candidat qui promet la confiscation immédiate de tous les biens de ces gens-là, ainsi que les biens de tous ceux qui ont bénéficié de la corruption? Combien de ceux qui ont accumulé des fortunes dans des opérations immobilières, se sont appropriés des parcelles grâce à la corruption d'un député ou d'un ministre? Combien d'entreprises ont récupéré des commandes d'Etat grâce à des soutiens politiques hautement placés et payés comptant?

Ces richesses ont pourtant été accumulées par le vol. Il serait naturel, logique et moral de les obliger de rendre ce qu'ils ont volé. Et les milliards ainsi récupérés pourraient servir, par exemple, à financer une assurance maladie dont la plupart des travailleurs sont totalement privés, sans même parler de la masse des paysans.

Mais même Gbagbo, le candidat qui se prétend de "gauche", quand il parle d'assurance maladie, c'est pour envisager une nouvelle taxe sur les ignames ou les maniocs des

paysans même les plus pauvres et un prélèvement supplémentaire sur les salaires déjà misérables.

Alors, le choix du futur président n'a vraiment de l'importance que pour les cliques politiques et les clans familiaux qui les entourent. Ceux-là peuvent espérer une promotion et pour les plus hauts placés, une place de ministre, de directeur de cabinet ou la direction d'entreprises publiques. Dans la bousculade qui entoure la mangeoire, il y aura peut-être de nouvelles têtes. Pour ceux-là, il y aura un changement. Combien sont-ils?

Mais pour la grande majorité de la population, qui travaille et peine pour survivre, il n'y aura de changement que lorsqu'elle sera assez forte, assez organisée, assez consciente pour revendiquer son dû et pour imposer des salaires corrects pour les ouvriers et un revenu convenable pour les petits paysans.

Le pays est-il trop pauvre pour que ce soit possible? Il n'y a qu'à voir les yeux ouverts l'animation du Plateau ou les quartiers élégants de Cocody pour constater que pour des dizaines de milliers de bourgeois,

grands et moyens, ivoiriens, libanais, français et bien d'autres, la Côte d'Ivoire est un Eldorado, où on peut s'enrichir, parfois très vite. Et il n'est pas difficile de comprendre que la principale source d'enrichissement pour ces gens-là ne vient pas des richesses naturelles du pays, mais des bas salaires de sa main d'oeuvre. Les capitalistes, grands et petits, s'enrichissent vite ici, précisément parce qu'ils payent leurs salariés mal. Ces bas salaires, cette sur-exploitation, c'est aussi du vol, comme le pillage des caisses de l'Etat, même si c'est un vol qui n'est même pas considéré comme immoral dans cette société.

Alors, oui, même si le pays n'est pas riche, sa classe privilégiée, ivoirienne et étrangère, a accumulé assez pour qu'en lui imposant une autre répartition, une autre utilisation des capitaux, un peu plus favorables aux classes laborieuses, on puisse améliorer le sort de celles-ci.

Ce ne sont pas ces élections qui nous procureront ce changement, qui en serait réellement un. Mais la majorité exploitée de la population a la force de le faire -et soyons sûrs, elle le fera un jour, et ce ne sera que justice.

COTE D'IVOIRE

AGRESSIFS OU DEFENSIFS, L'ETHNISME, LA XENOPHOBIE AU COEUR DE LA CAMPAGNE DES CANDIDATS DITS "IMPORTANTES"

Depuis que la campagne pour les élections présidentielles est lancée, il y a une sorte d'infléchissement dans la démagogie des quatre principaux camps qui s'affrontent: celui du PDCI officiel, celui de Guéi, celui d'Alassane et celui de Gbagbo. Même les candidats les plus habitués à utiliser la démagogie ethniste ont mis en sourdine leurs déclamations les plus nettes et les plus stupides, pour accentuer les aspects

anti-étrangers, xénophobe, de leur démagogie. Ce sont les nécessités de la campagne qui veulent cela: tout en soignant leurs bases ethniques respectives, les candidats savent qu'ils n'ont une chance d'être élus que si leur électorat déborde au moins un peu sur les autres ethnies. L'"ivoirité" en revanche, cette invention aussi bête que néfaste, est le credo de tous les candidats.

Voilà donc Gbagbo par exemple,

lui qui a en quelque sorte pris la place de Bédié en matière de propagande ethniste, essaye maintenant de faire la cour aux ethnies de ses adversaires. Il publie des communiqués de victoire chaque fois qu'un roi ou un chef de village baoulé veut bien le recevoir et promet aux Nordistes monts et merveilles.

A supposer même que l'infléchissement s'avère durable, la xénophobie ne vaut certainement pas mieux que l'ethnisme. Faut-il rappeler que les Burkinabés que les politiciens démagogues prennent pour cible représentent une fraction importante du monde du travail. Ce sont eux qui ont cultivé les terres des gros planteurs, blancs comme ivoiriens, et qui ont permis à cette bourgeoisie rurale dont Houphouët avait été le représentant et le prototype, de s'enrichir. Rappelons d'ailleurs que la lutte menée au temps colonial par le syndicat des planteurs ivoiriens contre le pouvoir colonial avait pour enjeu le droit d'utiliser -c'est à dire, d'exploiter- les ouvriers agricoles burkinabé importés de force de leur région (qui, de surcroît, était rattachée à l'époque à la Côte d'Ivoire). Les travailleurs qui ont creusé naguère le canal de Vridy contre un salaire misérable et qui ont permis au port d'Abidjan d'exister, étaient en majorité d'origine burkinabé. Comme étaient en grande partie d'origine burkinabé ceux qui se sont fait exploiter dans les premières usines d'Abidjan.

Alors, oui, tous ces travailleurs et leur descendance ont tout autant des droits sur ce pays que tous les autres travailleurs et paysans pauvres. Et infiniment plus que tous ceux qui se sont enrichis en parasitant le travail des précédents, en volant les caisses de l'Etat; infiniment plus que tous ces politiciens qui ont obséquieusement servi le pouvoir colonial avant que ce dernier leur passe la main pour continuer à piller le pays et exploiter ses classes laborieuses.

Et puis, la démagogie anti-étrangère débouche inévitablement sur l'ethnisme. Les frontières coloniales dont a hérité l'actuelle Côte d'Ivoire n'obéissent à aucune logique, ne correspondent en rien aux intérêts des peuples qu'elles



Tiébissou, novembre 1999:
Peulhs et Bozo fuyant des
représailles

morcellent entre Etats. Même si on a vécu depuis des générations dans des régions qui appartiennent à la Côte d'Ivoire actuelle, il suffit d'être d'une de ces ethnies à cheval sur plusieurs frontières pour que des démagogues ou des imbéciles vous soupçonnent de ne pas être ivoiriens.

L'obligation d'avoir une ascendance ivoirienne pour poser sa candidature à la présidence pourrait n'être que ridicule. Elle l'est d'ailleurs jusqu'à l'absurde, tant il est vrai que l'obligation concomitante d'avoir au moins quarante ans pour poser sa candidature et en même temps, avoir des parents ivoiriens, est une contradiction dans les termes car il y a quarante ans, la Côte d'Ivoire n'existait pas en tant qu'Etat souverain, pas plus que la nationalité ou la citoyenneté ivoirienne. Aucun candidat ne peut remplir les obligations votées par le référendum et aucun ne les remplit.

Mais là où l'affaire n'est plus ridicule mais grave et, à terme, peut être tragique, c'est que la démagogie anti-étrangère de tous ces politiciens, l'ethnisme ouvert de leurs seconds couteaux et des journalistes à leurs bottes, créent un climat délétère et des tensions entre communautés qui ont toutes les raisons de vivre ensemble. Les travailleurs n'ont sans doute pas la force aujourd'hui de rappeler à l'ordre tous ces gens, ni même la conscience qu'ils pourraient le faire et qu'ils pourraient leur interdire de semer des haines qui

pourraient déboucher sur des situations comme au Libéria ou au Sierra Leone. Mais il faut au moins préserver les usines, les chantiers, les quartiers populaires de ce poison. Tous les exploités, tous les travailleurs forment une seule et même communauté, quelles que soient leur origine ethnique et la région de leur naissance. C'est ensemble qu'ils peuvent avoir la force de se défendre contre ceux qui les exploitent et les oppriment. Tous ceux qui cherchent à les diviser, à les opposer les uns aux autres, sont leurs ennemis mortels.

COTE D'IVOIRE

LES JOURNALISTES FACE A LA SORCELLERIE

Les journalistes zélés ne manquent pas une occasion pour rapporter, au moins une fois ou deux fois par semaine, des faits divers liés à la sorcellerie. Ils se complaisent à les décrire, comme c'est le cas dans "Soir info" des 4 et 5 août dernier, avec le plus grand sérieux, comment une jeune femme, ancienne sorcière, tuait dix personnes par jour. Le journal "Le Patriote" du 14 août parle lui aussi, avec la prétention de sérieux d'un reportage, d'un ancien employé d'Air Afrique, qui guérit des malades au nom du Christ, le cas échéant par téléphone.

Qu'une pauvre paysanne âgée, illettrée et inculte, puisse croire en la sorcellerie ou puisse même se croire dotée de pouvoirs surnaturels, cela s'explique. Encore que c'est bien un des signes de la pauvreté culturelle que nous impose la société d'exploitation que ce genre de stupidités survivent sans passer pour des cas de dérangement mental. Mais ces journalistes qui reprennent ces balivernes à leur compte ou, pire encore, ces juges qui jugent, aujourd'hui encore, en ce début du XXI^e siècle et qui condamnent pour sorcellerie? Ces

gens là ont fait des études, ils savent ou en tous cas, ils devraient savoir!

Qu'ils répètent et cautionnent ces balivernes pour vendre du papier ou pour faire de la démagogie ou encore, qu'ils soient eux-mêmes des demeurés, peu important leurs motivations. Ils sont infiniment plus coupables de véhiculer, en leur donnant du crédit, des croyances héritées d'un autre âge que ces pauvres femmes et hommes qu'on accuse de sorcellerie. Il est vrai qu'ils vivent à une époque où la pourriture de l'ordre social capitaliste fait renaître des idées réactionnaires que l'on pouvait espérer disparues depuis des siècles; à une époque où fleurissent les sectes religieuses les plus farfelues et où les religions établies se servent de la télévision et de l'internet pour propager des croyances datant des temps obscures de l'humanité; à une époque où des chefs d'Etat de grandes puissances prétendent cultivés consultent l'horoscope pour prendre une décision.

Cela n'excuse en rien la bassesse intellectuelle et morale de

cette prétendue intelligentsia qui sévit dans les journaux, dans les sphères du pouvoir ou dans les tribunaux. Cela ne fait que renforcer la conviction qu'il n'y a

plus de progrès possible dans notre société sans révolution, sans le renversement d'un ordre social qui constitue le terrain nourricier de tout cet obscurantisme.

COTE D'IVOIRE

UNE CRAPULE EN DEVENIR

Il est déjà loin le temps où le jeune Ahipeaud Martial était à la tête de la contestation estudiantine. Le voilà aujourd'hui en soutien au général Guéi, celui-là même qui s'était particulièrement illustré lors de la répression sauvage subie par les étudiants de la cité universitaire de Yopougon toïts-rouges.

Depuis lors, Ahipeaud Martial s'est donc reconverti. Il semble montrer, en tous cas, qu'il était de la même eau que les Bala Keïta. Comme tous les politiciens de cette espèce, en fonction du vent, il choisit le cheval porteur. De "l'anti-houphouétisme", le voilà qui soutient un "houphouétiste" qui s'en réclame haut et fort.

On se souvient qu'avant d'at-

terrifier dans les bras de Guéi, il est passé par ceux de Gbagbo dont il semblait ne jurer que par son nom.

Si Ahipeaud, a changé de cheval, de Gbagbo à Guéi, tout en flirtant avec Alassane, en passant, il n'a pas pour autant changé de bord. Il est du même bord que toutes les crapules que la bourgeoisie trouve pour mener ses sales besognes, du moment que ça paye.

Si à 30 ans, il est déjà capable de tourner sa veste avec autant de talent, on peut fort bien imaginer ce qu'il sera capable de faire à 50 ans. Décidément, la nouvelle génération de politiciens qui monte est digne de ses aînés, Bédié, Dibonan, Bala Kéïta et consorts.

SENEGAL

LES PECHEURS ARTISANS RUINES PAR LA PECHE INDUSTRIELLE

Dans "Courrier international" daté du 31 août au 06 septembre 2000, un article extrait d'un journal sud-africain parlait de la situation dramatique des pêcheurs sénégalais qui n'arrivent plus à vivre de leur travail à cause de la pêche industrielle pratiquée dans les mêmes eaux par des chalutiers occidentaux et autres.

En effet, des dizaines de gros chalutiers japonais, taiwanais, ceux des pays de l'ex-URSS et surtout ceux des pays de l'Union européenne, après avoir épuisé les réserves de poissons en Asie et en Europe, sillonnent les côtes mauritaniennes et sénégalaises par exemple, où ils

prennent des poissons en quantité industrielle grâce aux engins de pêche ultra modernes.

En quelques années, les réserves de poissons sur les côtes africaines commencent à tarir à leur tour. C'est ainsi que dans les eaux sénégalaises par exemple, le "thioff", poisson de première qualité, est quasi introuvable sur le marché local. Le peu qui reste est exporté vers les pays européens. Même les sardines, appelées en wolof "yaboye" ou poisson du pauvre, sont devenues de plus en plus chères. C'est un problème grave qui touche la majorité de la population sénégalaise. Car la sardine

"constitue un aliment de base pour 85% des habitants du Sénégal et une précieuse source de protéines pour des millions de gens qui n'ont pas les moyens d'acheter de la viande", précise l'article en question. De plus, la pêche artisanale emploie directement ou indirectement plus de 400.000 personnes.

Les pêcheurs sénégalais, généralement embarqués dans de petites pirogues de fortune, sont obligés d'aller de plus en plus loin en mer pour une pêche de moins en moins fructueuse. Il arrive que certains de ces pêcheurs périssent en mer, car leur pirogue est parfois brisée par un de ces gros chalutiers internationaux. Selon le président du Centre national des pêcheurs artisans du Sénégal (CNPS), "au cours des vingt dernières années, plus de 300 hommes ont péri dans des collusions avec des chalutiers au large de Mbour" (une ville située à 80 km au sud de Dakar).

C'est depuis plus de vingt ans que dure cette situation. En effet, le Sénégal, comme les dix-huit autres pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), a autorisé les chalutiers occidentaux à aller pêcher dans ses eaux en vertu des accords signés avec l'Union européenne. En échange, le Sénégal reçoit chaque année 75 millions de francs français. Depuis des années les pêcheurs du Sénégal, par la voix de leur syndicat (le CNPS), réclament l'abrogation de ces accords. En vain.

L'Etat sénégalais dit qu'il a besoin de l'argent que lui rapportent ces accords pour payer le service de la dette. Mais pour les pêcheurs, c'est un problème de survie qui se pose : "Sans poissons, nous ne pourrions pas survivre", a dit l'un d'entre eux. Pour se faire entendre, le cri de désespoir des pêcheurs finira peut-être par se transformer un jour en celui de révolte.

MALI

LES 57 MILLIARDS DE "DEFICIT" DE LA CMDT NE SONT PAS PERDUS POUR TOUT LE MONDE

La CMDT (Compagnie Malienne Du Textile) est, paraît-il, au bord de la faillite. Un audit de ses comptes, publié au mois d'Août 2000 a révélé que sa trésorerie aurait un "déficit" de l'ordre de 57 milliards de Francs CFA.

Le ministre du Développement rural qui est le ministre de tutelle de cette entreprise a eu le culot d'en dénoncer la "gestion catastrophique". Cherche-t-il quelques boucs émissaires à qui faire porter le chapeau pour couvrir l'ensemble de ceux qui vivent grassement au sein de cette société détenue majoritairement par l'Etat malien et à 40 % par la CFDT (Compagnie Française du Textile)? Et pourtant, il est de notoriété publique que les détournements de fonds, les surfacturations et la corruption y sont monnaie courante.

Tout le monde peut constater qu'à Bamako et dans ses environs, les dirigeants de cette société mènent un grand train de vie, bien supérieur à leur salaire. Ils y possèdent des villas de luxe, roulent avec des véhicules haut de gamme. Ils font aussi parti du cercle des hauts dignitaires du régime qui vivent eux aussi comme des pachas.

Le Mali produit en moyenne 500 000 tonnes de coton. Il en est le 8ème exportateur mondial, et le deuxième producteur africain après l'Egypte. Près de 2,5 millions de personnes y travailleraient dans la filière du coton répartie sur 160 000 exploitations agricoles. La CMDT possède 17 unités d'égrenage du coton. C'est dire qu'elle brasse beaucoup d'argent et que ses dirigeants doivent s'en mettre plein

les poches. C'est sûr que les 57 milliards de CFA ne sont pas perdus pour tout le monde. Il est même à craindre que les dirigeants de cette compagnie se servent de leur

"déficit de trésorerie" pour baisser les prix aux paysans producteurs, ce qui rendra encore plus difficile leurs conditions d'existence.

MALI

COMMENT FAIRE TAIRE UN JOURNALISTE INDELICAT?

Le 30 aout dernier, un journaliste malien effectuant un reportage dans l'enceinte de l'Assemblée nationale a été agressé par un député de l'ADEMA (le parti du président Konaré). Ce député voulait étrangler le journaliste car ce dernier avait eu l'indélicatesse d'évoquer "un délit de corruption politique" d'un haut responsable de l'ADEMA. La victime avait quasiment perdu connaissance lorsqu'elle a été secourue par d'autres députés.

Une plainte pour "coups et blessures" a été déposée par le journaliste à l'encontre du député agresseur. Mais il est plus que probable qu'elle sera sans suite. Car dans ce pays, les dirigeants ont

pris l'habitude de l'impunité. Ils volent, pillent les caisses de l'Etat et ne souhaitent surtout pas que cela se sache. Et si par malheur, un journaliste a le courage de mettre son nez dans leurs affaires, voilà le genre de mésaventure qui peut lui arriver.

Il est vrai que le Mali n'est plus sous le régime du parti unique comme ce fut les cas durant le long règne de Moussa Traoré et de l'UDPM. On n'envoie plus les opposants politiques mourir de faim et de soif dans les mines de sel du Kidal. Mais les habitudes de la dictature demeurent toujours. Cette agression à l'encontre du journaliste en est un exemple.

DES PENSIONS QUI N'ARRIVENT PAS AUX DESTINATAIRES

Dans la région de Kayes, les travailleurs maliens rentrés définitivement chez eux, (certains à la retraite, d'autres pour invalidité) sont en colère contre l'autorité administrative postale. Et il y a de quoi: leurs allocations sont régulièrement envoyées par mandat, mais au Mali la poste leur dit qu'elle a des problèmes de liquidité et qu'elle ne peut pas les régler. Ils sont environ 3.000 à ne pas pouvoir toucher leur argent. Pour certains d'entre-eux, l'attente dure depuis trois ans.

Ces travailleurs ont beau faire des démarches auprès de l'ambassade de France au Mali, celle-ci leur répond en substance : "débrouillez-vous, le nécessaire a été fait au

niveau de la France". C'est à croire que les autorités françaises et maliennes sont complices dans cette affaire.

Ce n'est pas normal que des travailleurs qui ont trimé toute leur vie, qui ont cotisé pendant leur vie active, ne touchent pas leurs allocations.

Au Mali comme dans les pays d'Afrique, les autorités prétendent être des démocrates. Mais leur démocratie consiste à voler l'argent des pauvres. Quand il s'agit de faire payer les impôts aux travailleurs, l'Etat est prêt à envoyer son armée ou sa police en cas de refus de paiement. Mais quand il s'agit de payer aux travailleurs leurs dus, c'est une autre affaire.

IMMIGRATION**CHEVENEMENT S'EN VA,
LES PROBLEMES DES SANS-PAPIERS
DEMEURENT**

Chevènement, on le sait, a démissionné de son poste de ministre de l'Intérieur, à la suite de son opposition à la politique de Lionel Jospin sur le dossier corse. C'est Daniel Vaillant qui le remplace à ce poste.

Mais les travailleurs immigrés clandestins, les sans-papiers en général ne peuvent espérer que son remplaçant prenne des mesures qui leur soient favorables. Chevènement n'est pas là, mais l'article 19 de l'ordonnance de 1945 qui punit l'entrée et le séjour irréguliers en France existe bel et bien dans les textes. C'est au nom de cet article que des milliers de travailleurs immigrés sont refoulés ou tout simplement mis aux arrêts avant d'être expulsés. Les policiers chargés de traquer les sans-papiers dans les bus, le métro, aux alentours des foyers ou même à l'intérieur vont continuer leur sale boulot comme auparavant, et les expulsions vont continuer. Soit par comparution immédiate devant le tribunal correctionnel qui condamne d'un mois à un an de prison ferme avec une amende de 25 000 FF pour séjour irrégulier en France. Soit la procédure administrative: la préfecture somme le prévenu de quitter le territoire avant de le reconduire à la frontière. Il est

alors maintenu dans un centre de rétention en attendant une place disponible (dans un avion ou un bateau) pour l'expulsion.

Selon les chiffres officiels, entre 1984 et 1997, le nombre des étrangers incarcérés a augmenté de 330%. En 1998, sur les 17 191 étrangers jetés en prison, 3 967 l'étaient pour, dit-on, "infractions à la police des frontières".

Quant à leurs conditions de séjour dans les prisons, c'est tout simplement révoltant. Par exemple aux Baumettes (vieille prison de Marseille), les cellules font 9 m², avec des lits superposés; manque d'hygiène la plus élémentaire: wc avec un robinet au-dessus (pas de chasse d'eau), couloirs sales envahis de mauvaises odeurs, etc. Un chef de service de cette prison avoue: "C'est vrai qu'on les met dans des cellules si sales qu'aucun Français n'accepterait de les occuper".

Alors ce n'est pas le départ d'un ministre qui va changer le sort des immigrés sans-papiers et leurs conditions de détention dans les prisons. Seule la lutte pour leur dignité et la reconnaissance de leurs droits peut faire reculer les mesures répressives que le gouvernement dit socialiste ne remet nullement en cause.

L'ACTUALITE DES IDEES DE TROTSKY

Il y a soixante ans, en août 1940 mourut Léon Trotsky, assassiné par un homme de main envoyé par Staline, à l'époque dictateur tout puissant de l'Union Soviétique.

Son nom n'est plus guère connu aujourd'hui du grand public ouvrier. Encore moins, par exemple dans un pays comme la Côte d'Ivoire ou le Sénégal, où le mouvement communiste

ne s'est jamais développé que dans certains pays d'Europe. Pourtant, les idées et la politique qu'il avait représenté concernent aujourd'hui encore, et au plus haut point, non seulement les travailleurs conscients, mais plus généralement tous ceux qui n'acceptent pas l'ordre social capitaliste qui domine le monde et qui pensent que cet ordre social ne

peut pas constituer l'avenir de l'humanité.

Léon Trotsky était avant tout un militant qui a consacré toute sa vie à combattre cet ordre social capitaliste. Il était communiste, c'est-à-dire un de ceux qui, de génération en génération depuis un siècle et demi, militent pour que la classe ouvrière s'organise et parvienne à renverser le pouvoir étatique de la bourgeoisie capitaliste, afin de lui enlever la propriété des moyens de production et des richesses qu'elle monopolise aujourd'hui. Comme tous les véritables communistes, il militait pour que les richesses et les moyens de les produire appartiennent à l'ensemble de la collectivité afin que celle-ci puisse en user pour satisfaire les besoins de tous, et pas pour procurer du profit pour une minorité. Il était de ceux qui ont la conviction que la capacité de production de l'humanité est suffisamment élevée pour pouvoir satisfaire correctement les besoins fondamentaux de tous, pour nourrir, loger, vêtir tout le monde sans exception, pour permettre à tous de s'éduquer, d'accéder à la culture et de se soigner en cas de maladie. Et si aujourd'hui la grande majorité de la société vit dans la misère et l'insécurité pour le lendemain, c'est uniquement parce que l'économie capitaliste est une économie viciée à la base, qu'elle est fondée sur l'exploitation de la majorité laborieuse par une minorité et que, pour enrichir cette minorité, elle secrète sans cesse l'inégalité entre classes sociales, entre pays.

Né en Russie, Léon Trotsky a milité dans les rangs du mouvement ouvrier russe du début de siècle dont il est devenu une des personnalités les plus marquantes. Or ce mouvement ouvrier russe était celui qui a réussi à construire le parti ouvrier révolutionnaire le plus déterminé, le plus perspicace et le plus efficace dont la classe ouvrière internationale ait jamais

disposé jusqu'à présent : le parti bolchevik. C'est grâce à ce parti que la classe ouvrière russe a réussi en 1917 à conquérir et à conserver le pouvoir politique, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité.

Pour la première fois dans un pays - après la courte tentative de la Commune de Paris en 1871, rapidement vaincue par les possédants - ce n'était pas les riches, les capitalistes et les propriétaires terriens qui gouvernaient, mais les ouvriers alliés aux paysans pauvres. Le pouvoir était exercé par des conseils - en russe, on dit "les soviets" - élus par les ouvriers dans les villes et par les paysans pauvres dans les campagnes. Alors que tous les gouvernements du passé - et malheureusement, du présent - aidaient les riches à dépouiller les pauvres, le gouvernement soviétique a inauguré son pouvoir en chassant les grands propriétaires pour donner leurs terres et leurs outillages aux paysans pauvres et pour soumettre les usines et les banques au contrôle des ouvriers.

Avec Lénine, Trotsky était un des principaux dirigeants de cette révolution. C'est lui qui organisa l'insurrection d'octobre 1917 qui chassa le gouvernement bourgeois en place. Plus tard, alors que toutes les grandes puissances bourgeoises se sont coalisées pour attaquer de toutes parts la Russie révolutionnaire, c'est Trotsky qui organisa l'armée rouge, qui avait permis au nouveau pouvoir de résister et de repousser l'attaque.

Mais dans l'esprit de Lénine et de Trotsky, la révolution russe devait être la première bataille d'une succession de révolutions amenant dans plusieurs pays le prolétariat au pouvoir. Ils savaient que pour bouleverser l'ordre économique et social existant, pour créer les fondements d'une société égalitaire, communiste, on ne pouvait pas aller jusqu'au bout dans

le cadre d'un seul pays. L'économie était, déjà à cette époque,



T r o t s k y

internationale et c'est seulement à l'échelle internationale que l'on peut mettre fin au capitalisme. Il était d'autant moins possible de parvenir à une société communiste accomplie dans la seule Russie, que ce pays, malgré son étendue et ses richesses naturelles, était un pays sous-développé. Il ne disposait pas sur son territoire de cette accumulation de richesses, de moyens de production, de culture et de savoir faire qui, seule permet d'assurer dès le départ du nouveau régime ouvrier, le nécessaire à tous.

La principale préoccupation des dirigeants de la révolution russe a donc été de profiter des moyens de l'Etat soviétique pour propager l'idée de la révolution parmi les ouvriers des autres pays, à commencer par les pays européens voisins dont certains, comme l'Allemagne, étaient des pays développés et riches. C'est pour propager la révolution que les dirigeants de la révolution russe ont créé l'Internationale Communiste, le parti international des ouvriers révolutionnaires.

Malheureusement pour toute la classe ouvrière, si de nombreuses révolutions ont suivi la révolution russe - en Allemagne, en Finlande, en Hongrie - si de puissantes grèves ont ébranlé le pouvoir de la bourgeoisie en Italie, en France et plus tard, en Estonie, en Bulgarie, les prolétaires n'ont pas réussi à conquérir ou à sauvegarder le pouvoir ailleurs. Pourquoi ? Disons brièvement que le prolétariat de ces pays a été vaincu, bien plus que par ses ennemis de la bourgeoisie, par ses propres dirigeants réformistes sociaux-démocrates qui ont pris la défense du capitalisme.

La Russie est restée seule à faire face à une multitude de problèmes qui ont fini par engendrer, au sein de l'Etat et du parti bolchevik lui-même, une bureaucratie privilégiée qui a écarté la classe ouvrière du pouvoir et qui a remplacé la démocratie soviétique par une dictature bureaucratique dont Staline allait devenir le chef suprême. Le régime soviétique lui-même et le parti au pouvoir ont cependant continué à se dire "*communiste*", alors qu'ils ont abandonné tous les idéaux du communisme. Chez eux, ils sont devenus les instruments d'une bureaucratie qui vivait sur le dos des travailleurs et qui a fini par priver ces derniers même des droits et des libertés les plus élémentaires. A l'extérieur, le régime soviétique est devenu le meilleur complice des grandes puissances impérialistes pour étouffer partout toute mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière.

Une partie des militants du parti bolchevik n'a pas accepté cette évolution. Ils se sont opposés à l'émergence de la bureaucratie et en combattaient les comportements anti-ouvriers, les privilèges et la politique. Ils se sont battus pour s'opposer à ce que le stalinisme se substitue au communisme. Ces militants se sont de plus en plus reconnus en la personne de Trotsky

qui, après la mort de Lénine, est devenu l'incarnation des idées et de la politique révolutionnaires communistes.

S'appuyant sur la bureaucratie, sur sa police, sur ses prisons et ses camps de concentration, Staline est venu à bout du courant qu'on allait appeler par la suite "trotskyste", mais qui était en fait ce qui restait du courant communiste révolutionnaire authentique. Mais il n'y est parvenu qu'en emprisonnant, en envoyant en déportation puis, en massacrant physiquement tous ceux qui sont restés fidèles à leurs idées. Il a même fini par faire exécuter la plupart des dirigeants survivants de la Révolution russe.

Staline, au début de son ascension en tant que chef de la bureaucratie, n'a pas encore osé faire assassiner Trotsky. Il s'est contenté de l'expulser. C'est dans l'exode que Trotsky a continué à défendre les idées communistes, non seulement contre ses ennemis bourgeois, mais aussi, contre la trahison stalinienne. C'est lui qui a su donner de la dégénérescence du pouvoir révolutionnaire en Russie une explication marxiste cohérente. Il est le seul dirigeant et théoricien que l'évolution stalinienne de l'Union soviétique n'a pas détourné du communisme et n'a pas jeté dans les bras de la bourgeoisie. Jusqu'à la fin de sa vie, c'est au nom des idées communistes qu'ils continua son combat contre l'ordre capitaliste qui venait alors d'engendrer la barbarie nazi en Allemagne puis la deuxième guerre mondiale. Et c'est au nom des idées communistes qu'il combattait le stalinisme.

Voilà ce que Staline ne lui a pas pardonné. Voilà pourquoi il a envoyé des assassins à ses trousses qui ont fini par l'atteindre.

Mais avant de mourir, Trotsky a pu signer, au nom du communisme, l'acte de décès de l'Internationale

Communiste devenue stalinienne. Les partis qui la composaient n'avaient plus rien de communiste. Ils étaient devenus des officines au service de Staline d'abord, avant de devenir des partis ouvertement au service de leur bourgeoisie nationale, comme c'est le cas aujourd'hui en France, en Italie pour ne parler que des pays où ces partis ont été importants. Il a jeté les fondements d'une nouvelle internationale, la IV^e Internationale en 1938.

Cette IV^e Internationale n'a pas eu l'occasion de s'affirmer avant que la mort de Trotsky la prive du seul dirigeant politique qui aurait pu lui transmettre toute l'expérience accumulée par les communistes russes. Mais les idées de Trotsky survivent dans ses écrits, dans ses livres.

Il appartient aux générations d'aujourd'hui, aux travailleurs et aux jeunes qui s'engagent dans le combat pour l'émancipation du prolétariat, de chercher et de trouver ces écrits qui contiennent des trésors politiques inestimables.

Une nouvelle génération communiste se lèvera, inévitablement en Afrique, tant notre continent résume, dans sa misère, dans ses inégalités criantes, dans ses régimes pourris et oppressifs, tous les maux de l'ordre capitaliste mondial. Cette nouvelle génération apprendra à son tour de sa propre expérience et de ses propres luttes. Mais les expériences futures ne profitent qu'à ceux qui savent tirer profit des expériences du passé. C'est Trotsky, ses idées et la politique qu'il a défendu, pendant bien des années seul contre tous, qui constituent le chaînon indispensable entre le communisme de Marx, d'Engels, puis celui de Lénine ou de Rosa Luxembourg et le communisme de demain.

Voilà pourquoi, pour notre part, nous nous revendiquons du trotskysme.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.